

## Avis adopté

Séance plénière du 12 juillet 2023

*Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes*

### Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Notre groupe considère que les préconisations de cet avis, si elles sont prises en compte par les pouvoirs publics, nous mettront sur la bonne voie pour construire un nouveau modèle de croissance et de consommation nous permettant de préserver à la fois notre environnement et notre modèle social.

Mais pour vraiment construire une société plus sobre, plus juste et plus solidaire nous pensons qu'il nous faudra aussi revoir en profondeur nos modèles de développement, nos modes de production et la répartition des richesses.

Car la soutenabilité et la durabilité dont nous avons besoin aujourd'hui ne sont plus compatibles avec le productivisme débridé et la recherche constante du profit. Nous pensons que la richesse ne doit pas se réduire à l'accumulation de marchandises, à des valeurs d'échange qui rapportent un profit monétaire.

Un pan entier de la vie en société est constitué des rapports non marchands, au sein desquels sont produits des services dont le financement est socialisé (éducation, santé, retraites), et des rapports non monétaires qui induisent production et lien social (dans le cadre du travail domestique, du bénévolat et de la réciprocité).

Après plusieurs décennies de dénigrement libéral, nous devons réhabiliter ce « non-marchand » et ce « non monétaire », lieux où se produisent d'authentiques valeurs d'usage, éléments primordiaux de la richesse collective. Il importe donc de favoriser toutes les expériences montrant qu'il est possible de produire, d'échanger et de consommer autrement qu'en se pliant à la seule logique des marchés et de la concurrence.

Il faut articuler les nouvelles pratiques de production contrôlée par les travailleurs et travailleuses et les usagers, de crédit solidaire, de commerce équitable, etc., avec les remises en cause globales de la circulation des capitaux, du libre-échange aveugle, de la privatisation et de la libéralisation des services collectifs et de la protection sociale, du laminage ou de la négation du droit du travail, qui ont fait tant de dégâts dans notre société.

Nous regrettons, alors que cet avis répond à une saisine gouvernementale, qu'aucun membre du Gouvernement ne soit présent sur les bancs de notre assemblée.